

RCS : FOIX
Code greffe : 0901

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de FOIX atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2007 B 00086
Numéro SIREN : 495 201 709
Nom ou dénomination : SOCIETE DE TRAVAIL ENVIRONNEMENTAL ARIEGEOISE

Ce dépôt a été enregistré le 01/08/2022 sous le numéro de dépôt A2022/001410

SOCIETE DE TRAVAIL ENVIRONNEMENTAL ARIEGEOISE
S.T.E.A.
Société par Actions Simplifiée
Au capital de 14.000 Euros
Siège social : Saint-Paul
09700 LE VERNET
495 201 709 RCS FOIX

**PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE
L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 15 AVRIL 2022**

L'an 2022,
Le 15 Avril,
A 17 heures,

Les associés propriétaires et emprunteurs d'actions de la SOCIETE DE TRAVAIL ENVIRONNEMENTAL ARIEGEOISE, Société par Actions Simplifiée au capital de 14.000 Euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de FOIX sous le numéro 495 201 709 se sont réunis au siège social, lieudit Saint-Paul – 09700 LE VERNET, en assemblée générale Extraordinaire, sur convocation du Président.

Sont présents :

Monsieur François TOULIS,
Propriétaire de 700 parts sociales, ci..... 700 parts,

Monsieur Rémi TOULIS,
Propriétaire de 70 parts sociales, ci..... 70 parts,

Madame Christelle TOULIS,
Propriétaire de 630 parts sociales, ci..... 630 parts,

Possédant ensemble : 1.400 parts....., ci..... 1.400 parts.

Monsieur François TOULIS préside la séance en qualité de Président associé.

Le président constate que les associés propriétaires et emprunteurs possèdent 1.400 parts sociales sur les 1.400 parts sociales composant le capital social, soit plus de la moitié des parts composant le capital social, et qu'en conséquence l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- la feuille de présence,
- le rapport de la gérance,
- la copie de la convention de prêt de consommation de parts sociales établie le 1^{er} décembre 2010 et modifiée par avenant du 17 Décembre 2011,
- la copie des comptes annuels du dernier exercice social clos le 31 décembre 2021 et non encore approuvés par l'assemblée générale annuelle,
- une copie des statuts de la société sous sa forme de Société par Actions Simplifiée,
- le texte du projet des résolutions qui sont soumises à l'assemblée.

Rt FT CT

Il déclare que ces mêmes pièces ont été communiqués aux associés plus de quinze jours avant la date de la présente réunion, et qu'ils ont eu la possibilité de poser, pendant ce même délai, toutes les questions à la gérance, ce dont l'assemblée lui donne acte.

Puis le président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- 1° Résiliation d'une convention de prêt de consommation de parts sociales,**
- 2° Autorisation de restitution au prêteur de titres de la société objet d'un prêt de consommation,**
- 3° Modification corrélative des statuts,**
- 4° Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités,**
- 5° Questions diverses.**

Le Président ouvre la discussion. Un débat s'instaure.

Personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions inscrites à l'ordre du jour.

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance de la décision prise par Monsieur Rémi TOULIS, de mettre fin à la convention de prêt de consommation de titres établie le 1^{er} décembre 2010 et modifiée par avenant du 17 Décembre 2011, aux termes de laquelle 630 actions lui appartenant dans la Société S.T.E.A. sont prêtées à Madame Christelle BOUSQUET,

Déclare, conformément articles 13 et 14.2 des statuts, autoriser la restitution à Monsieur Rémi TOULIS de 630 actions de la Société S.T.E.A.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, comme conséquence de l'adoption de la résolution qui précède, décide, sous réserve de la signature ce jour d'une convention de résiliation du prêt de consommation de titres établi le 1^{er} décembre 2010 et modifiée par avenant du 17 Décembre 2011, qu'un nouvel alinéa numéro 6 sera inséré dans le Préambule des statuts de la société S.T.E.A. à compter du 15 Avril 2022, date de signature prévue de la convention de résiliation du prêt de consommation de titres.

Cet alinéa n°6 sera rédigé comme suit :

6° Par suite d'une convention de résiliation de prêt de consommation de titres en date du 15 Avril 2022, le capital social est divisé en 1.400 actions de 10,00 Euros chacune, numérotées de 1 à 1.400 et réparties comme suit :

*Monsieur François TOULIS,
à concurrence de 700 actions en pleine propriété, ci..... 700 actions,*

*Monsieur Rémi TOULIS,
à concurrence de 700 actions en pleine propriété, ci..... 700 actions,*

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

RT CT FT

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs à Monsieur François TOULIS ainsi qu'à tout porteur de copies ou d'extraits des présentes délibérations à l'effet d'effectuer les formalités de publicité et de dépôt consécutives aux présentes décisions, notamment auprès des banques et du Greffe du Tribunal de Commerce de FOIX.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

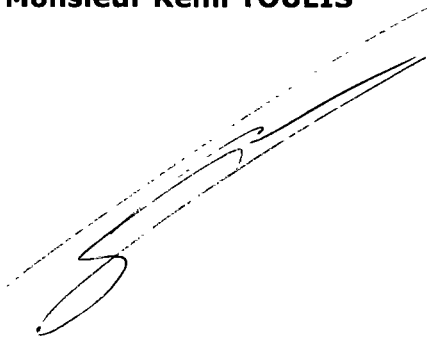
Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 18 heures.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture par le président de séance et les associés présents.

Monsieur François TOULIS

A stylized, handwritten signature in black ink, consisting of a large, sweeping loop followed by a horizontal stroke.

Monsieur Rémi TOULIS

A handwritten signature in black ink, featuring a series of sharp, diagonal strokes and a large, sweeping loop at the bottom.

Madame Christelle TOULIS

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, sweeping loop followed by a horizontal stroke.

RT CT FT

**CONVENTION DE RESILIATION
DE PRÊT DE CONSOMMATION DE TITRES
DE LA SAS S.T.E.A.**

(Convention de prêt intervenue le 1^{er} Décembre 2010)

Entre les soussignés :

Monsieur Rémi TOULIS,

Né le 3 Juillet 1957 à HARDRICOURT (78),

Demeurant à « Saint-Paul »- 09700 LE VERNET,

Marié à Madame Christelle BOUSQUET, sous le régime de la séparation de biens pure et simple, aux termes d'un contrat de mariage reçu par Maître FIEUZET, Notaire à VARILHES (Ariège), préalablement à leur union célébrée à la Mairie de LE VERNET (09) le 9 Juillet 2009,

De nationalité française,

Ayant la qualité de résident au sens de la réglementation fiscale,

Ci-après dénommé "Le Prêteur",

De première part,

Et :

Madame Christelle BOUSQUET épouse TOULIS,

Née le 9 Avril 1977 à PAMBERS (09),

Demeurant à « Saint-Paul »- 09700 LE VERNET,

Mariée à Monsieur Rémi TOULIS, sous le régime de la séparation de biens pure et simple, aux termes d'un contrat de mariage reçu par Maître FIEUZET, Notaire à VARILHES (Ariège), préalablement à leur union célébrée à la Mairie de LE VERNET (09) le 9 Juillet 2009,

De nationalité française,

Ayant la qualité de résident au sens de la réglementation fiscale,

ci-après dénommée "L'Emprunteur",

De seconde part,

Préalablement aux conventions faisant l'objet des présentes, il est exposé les faits et actes suivants :

I - EXPOSÉ

1° Suivant acte sous seing privé en date à LE VERNET (09700) du 1^{er} Février 2007, enregistré auprès de Pôle Départemental d'Enregistrement de FOIX (Ariège), le 21 Mars 2007, bordereau n°2007/162, case n°1, il a été constitué la SOCIETE DE TRAVAIL ENVIRONNEMENTAL ARIEGEOISE (en abrégé S.T.E.A.), Société à Responsabilité Limitée, au capital de 14.000 Euros, divisé en 1.400 parts de 10 Euros de nominal chacune, entièrement libérées, dont le siège social est à ce jour fixé lieudit Saint-Paul - 09700 LE VERNET et qui est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de FOIX sous le numéro 495 201 709.

2° Suivant acte sous seing privé en date à LE VERNET (09700) du 1^{er} Décembre 2010, enregistré auprès du Pôle Départemental d'Enregistrement de FOIX (Ariège) le 17 Décembre 2010, Bordereau n°2010/1499, Case n°15, Monsieur Rémi TOULIS, a accepté de prêter par application des dispositions des articles 1892 et suivants du Code civil, à Madame Christelle TOULIS, 180 parts sur les 200 parts sociales qu'il détient dans le capital de la SARL S.T.E.A.

3° Suivant délibérations extraordinaires du 17 Décembre 2011, les associés de la SARL S.T.E.A. ont approuvé le traité de fusion par absorption, signé le 30 Juin 2011, entre la SARL 4T (418 204 780 RCS FOIX), société absorbée et la SARL S.T.E.A. (495 201 709 RCS FOIX), société absorbante. En rémunération de l'apport net effectué par la SARL 4T à la SARL S.T.E.A., 1.000 parts nouvelles de 10 Euros de valeur nominale chacune, entièrement libérées, ont été créées par la SARL S.T.E.A. à titre d'augmentation de son capital social de 10.000 Euros.

4° Par application des dispositions de l'article 4 de la convention de prêt de consommation de titres établie 1^{er} décembre 2010 ; l'Emprunteur des titres de la SARL S.T.E.A, qui bénéficie pendant toute la durée du prêt, de toutes les prérogatives attachées à la condition d'associé, a présenté les titres qui lui sont prêtés à l'échange et a reçu les parts nouvelles lui revenant et émises par la SARL S.T.E.A. à la suite de l'opération de fusion par absorption.

5° Suivant avenant en date à LE VERNET (09700) du 17 Décembre 2011, enregistré auprès du Pôle Départemental d'Enregistrement de FOIX (Ariège) le 21 Décembre 2011, Bordereau n°2011/1486, Case n°9, le Prêteur et l'Emprunteur sont convenus d'inclure dans la convention de prêt de consommation de titres établie le 1^{er} Décembre 2010, 450 parts sur les 1.000 parts sociales émises par la Société S.T.E.A. à titre d'augmentation de son capital social de 10.000 Euros.

Le nombre de titres empruntés par Madame Christelle TOULIS a dès lors été porté de 180 parts sociales à 630 parts sociales de la SARL S.T.E.A.

6° Suivant délibérations extraordinaires du 1^{er} Janvier 2022, les associés de la SARL S.T.E.A, Société à Responsabilité Limitée, ont approuvé la transformation de celle-ci en SAS S.T.E.A, Société par Actions Simplifiée.

Par suite de la transformation de la SARL S.T.E.A, en Société par Actions Simplifiée, l'Emprunteur a reçu en échange des 630 parts sociales prêtés 630 actions de la SAS S.T.E.A. Depuis le 1^{er} Janvier 2022, la convention de prêt de consommation de titres porte sur 630 actions de la SAS S.T.E.A.

7° Le prêt de consommation de titres à été consenti pour une durée indéterminée à compter du 1^{er} décembre 2010 ; le Prêteur se réservant la faculté, à tout moment, d'exiger la restitution des titres faisant l'objet du contrat de prêt.

8° Monsieur Rémi TOULIS entend mettre fin à la convention de prêt de consommation d'actions et récupérer les titres prêtés en vue de réorganiser son patrimoine personnel et d'initier la transmission d'une partie de son patrimoine.

Pour sa part, l'Emprunteur n'est pas disposé à racheter les titres qui lui sont prêtés.

9° Les PARTIES sont convenus de mettre fin à la convention de prêt de consommation établie le 1^{er} décembre 2010 et modifiée par avenant du 17 Décembre 2011.

En conséquence, les PARTIES sont convenues d'établir la présente convention de résiliation afin de constater leur accord et de préciser les conséquences de cette résiliation.

Ceci exposé, il a été convenu et arrêté ce qui suit :

II – CONVENTION

Article 1 – RESILIATION

Monsieur Rémi TOULIS, Prêteur, et Madame Christelle BOUSQUET, Emprunteur, conviennent de mettre fin, sans préavis, à la convention de prêt de consommation de 630 actions de la SAS S.T.E.A établie le 1^{er} décembre 2010 et modifiée par avenant du 17 Décembre 2011.

Cette résiliation prend effet au 15 Avril 2022.

Article 2 – DATE DE RESTITUTION - JOUISSANCE

A compter de ce jour, soit le 15 Avril 2022, l'Emprunteur restitue au Prêteur la pleine propriété et la libre jouissance de 630 actions de la SAS S.T.E.A objet du prêt de consommation.

En conséquence, le Prêteur exercera à compter de ce jour toutes les prérogatives attachées à sa qualité de propriétaire des titres de la société S.T.E.A.

Il exercera à compter de ce jour, le droit de vote aux assemblées générales et percevra les dividendes annuels et les acomptes sur dividendes ; en ce compris les dividendes se rapportant à l'exercice social clos le 31 Décembre 2021.

Article 3 – CONDITIONS DE LA RESTITUTION

L'Emprunteur restitue ce jour au Prêteur 630 actions de la SAS S.T.E.A, en nature identique. Cette restitution n'ouvre droit à aucune indemnité de part et d'autre, à quelque titre que ce soit.

A l'occasion de cette restitution, les PARTIES conviennent qu'il n'y a aucun compte à établir pour raison de plus ou moins-values qui seraient produites sur les titres prêtés entre la date de conclusion du prêt de consommation des titres et la date de leur restitution.

Article 4 – COMPTE COURANT ASSOCIES OU COMPTE DE TIERS

Les PARTIES conviennent que la présente restitution d'actions n'emporte pas cession totale ou partielle du compte courant associé ouvert au nom de l'Emprunteur dans les livres comptables de la société SAS S.T.E.A.

Il ressort des comptes annuels de la SAS S.T.E.A. arrêtés au 31 décembre 2021 (date de clôture du dernier exercice social) que l'emprunteur ne détient aucune créance à l'encontre de la SAS S.T.E.A.

Toutefois, si par extraordinaire, un compte-courant ou un compte de tiers au nom de l'Emprunteur venait à se révéler postérieurement au 15 Avril 2022, il est expressément convenu que l'Emprunteur ferait son affaire personnelle du recouvrement de cette créance à l'encontre de la SAS S.T.E.A.

De manière générale, l'Emprunteur fera son affaire personnelle du recouvrement de toutes créances certaines et exigibles qu'il détiendrait à l'encontre de la SAS S.T.E.A., sans que le Prêteur ne puisse être recherché ni inquiété à ce sujet.

Article 5 - AGREMENT DE LA RESTITUTION

Conformément aux articles 13 et 14.2 des statuts, la restitution des 630 actions est soumise à l'agrément des associés.

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 15 Avril 2022, la collectivité des associés a autorisé la restitution des 630 actions à Monsieur Rémi TOULIS.

Une copie du procès-verbal de cette délibération, certifiée conforme par la gérance, demeure annexée à chacun des originaux des présentes.

Article 6 - DECLARATION D'OPPOSABILITE

La restitution des actions au Prêteur résultera de la date d'inscription des actions au compte de Monsieur Rémi TOULIS tenu par la société.

Cette restitution ne sera opposable aux tiers qu'après l'accomplissement des formalités ci-dessus.

Article 7 - DECLARATION DU PRETEUR ET DE L'EMPRUNTEUR

1 – Le Prêteur déclare :

- Qu'il n'existe de son chef, aucune restriction d'ordre légal ou contractuel à la libre restitution des actions prêtées, notamment par suite de promesses ou offres consenties à des tiers ou de saisies,
- Que les actions qu'il restitue ce jour sont libres de tous privilèges, garanties, charges et sûretés quelconques, et libre de tous nantisements,
- Que de manière générale, les actions à lui prêtées ne font l'objet d'aucune procédure susceptible de faire obstacle à leur restitution,
- Que la société dont les actions sont présentement restituées n'est pas en cessation de paiements, ni ne fait l'objet d'une procédure de sauvegarde des entreprises en difficulté ou de redressement et liquidation judiciaires,
- Qu'il est libre, sur le plan fiscal, de tout engagement de conservation des actions restituées,

2 - Le Prêteur et l'Emprunteur déclarent en outre, chacun en ce qui le concerne :

- qu'ils ont la pleine capacité juridique pour s'obliger dans le cadre des présentes et de leurs suites,
- qu'ils ne font l'objet d'aucune procédure d'apurement collectif du passif dans le cadre des lois et règlements en vigueur,
- et qu'ils ont la qualité de résident au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger.

Article 8 - ENGAGEMENT DE NON CONCURRENCE

L'Emprunteur s'engage que ce soit par lui-même ou par le biais de sociétés lui étant liées à quelque titre que ce soit, directement ou indirectement, sauf accord express du Prêteur, à ne pas concurrencer l'activité de la Société sur l'ensemble du Département de l'Ariège, et ce, pendant une durée de CINQ (5) ans à compter de la date de signature du présent acte.

Article 9 - ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les PARTIES font élection de domicile à l'adresse de leur domicile personnel tel qu'indiqué en tête des présentes.

A toutes fins utiles, chacune des PARTIES notifiera à l'autre Partie tout changement qui interviendrait dans l'adresse de son domicile personnel.

Article 10 – ENREGISTREMENT

Aux fins d'enregistrement, la présente convention fera l'objet d'une déclaration auprès du Service de la Publicité Foncière et de l'enregistrement de FOIX (Ariège).

Il sera acquitté aux fins d'enregistrement le droit fixe des actes innomés (125 Euros).

Ces frais d'enregistrement resteront à la charge exclusive du prêteur qui s'y oblige.

Article 11 – DEVOIR D'INFORMATION – ARTICLE 1112-1 DU CODE CIVIL

Il résulte de l'article 1112-1 du Code Civil ci-après littéralement rapporté :

« Celle des parties qui connaît une information dont l'importance est déterminante pour le consentement de l'autre doit l'en informer dès lors que, légitimement, cette dernière ignore cette information ou fait confiance à son cocontractant.

Néanmoins, ce devoir d'information ne porte pas sur l'estimation de la valeur de la prestation.

Ont une importance déterminante les informations qui ont un lien direct et nécessaire avec le contenu du contrat ou la qualité des parties.

Il incombe à celui qui prétend qu'une information lui était due de prouver que l'autre partie la lui devait, à charge pour cette autre partie de prouver qu'elle l'a fournie. Les parties ne peuvent ni limiter, ni exclure ce devoir.

Outre la responsabilité de celui qui en était tenu, le manquement à ce devoir d'information peut entraîner l'annulation du contrat dans les conditions prévues aux articles 1130 et suivants. »

Parfaitement informés de cette obligation, le Prêteur et l'Emprunteur déclarent, chacun en ce qui le concerne, ne connaître aucune information dont l'importance serait déterminante pour le consentement de l'autre et qui si elle avait été connue de l'autre Partie, l'aurait conduit à ne pas contracter la présente convention.

Article 12 – FRAIS

Les frais et droits des présentes et ceux qui en seront la conséquence (comme la modification des statuts de la société) seront supportés par la Société S.T.E.A.

Article 13 – POUVOIRS

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original des présentes pour effectuer toutes formalités ou demande de documents nécessaire à la réalisation de la présente résiliation.

Fait à LE VERNET (09700),
Le 15 Avril 2022,
En cinq exemplaires originaux.

Un pour chaque signataire
Un pour l'enregistrement
Un pour la Société S.T.E.A
Un pour le greffe

Le Prêteur

*Signature précédée
de la mention "Lu et Approuvé,
Bon pour acceptation de restitution de 630 actions "*

Monsieur Rémi TOULIS

*Lu et approuvé
Bon pour acceptation
de Restitutions de 630
actions.*



L'Emprunteur

*Signature précédée
de la mention "Lu et Approuvé,
Bon pour restitution de 630 actions "*

Madame Christelle TOULIS

*" lu et approuvé Bon pour
restitution de 630 actions "*



Enregistré à : SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE ET DE
L'ENREGISTREMENT
FOIX

Le 21/07 2022 Dossier 2022 00022509, référence 0904P01 2022 A 00601
Enregistrement : 125 € Pénalités : 14 €
Total liquidé : Cent trente-neuf Euros
Montant reçu : Cent trente-neuf Euros

***SOCIETE DE TRAVAIL
ENVIRONNEMENTAL ARIEGEOISE***

" SAS S.T.E.A. "

Société par Actions Simplifiée

Au capital de 14.000 €uros

Siège social : Saint-Paul

09700 LE VERNET

495 201 709 RCS FOIX

STATUTS

**MIS A JOUR SUIVANT DELIBERATIONS EXTRAORDINAIRES
DU 15 AVRIL 2022**



RT FT

PREAMBULE

1° La société initialement créée sous la forme de Société à Responsabilité Limitée (SARL) est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de FOIX (Ariège) depuis le 2 Avril 2007 sous le numéro 495 201 709.

2° La société a été constituée suivant acte sous seings privés en date à PAMIERS (Ariège) du 1^{er} Février 2007, enregistré auprès de la Service des Impôts des Entreprises de PAMIERS (Ariège), le 21 Mars 2007, Bordereau n°2007/162, Case n°1.

3° Lors de la constitution de la société sous la forme de Société à Responsabilité Limitée (SARL) le capital social s'élevait à 4.000 Euros, divisé en 400 parts sociales de 10,00 Euros de nominal chacune.

4° Suivant traité de fusion-absorption en date du 30 Juin 2011, la SARL 4T (418 204 780 RCS FOIX), société absorbée, a fait apport à titre de fusion, à la SARL S.T.E.A., société absorbante, de la totalité de son actif, à charge par la SARL S.T.E.A. de payer la totalité de son passif.

En rémunération de l'apport, la SARL S.T.E.A. a augmenté son capital de 10.000 Euros par l'émission de 1.000 parts nouvelles de 10 Euros chacune, entièrement libérées, et attribuées aux associés de la Société absorbée.

Par suite de cette augmentation du capital social, le capital social est divisé en 1.400 parts de 10,00 Euros chacune, numérotées de 1 à 1.400 et réparties comme suit :

Monsieur François TOULIS,
à concurrence de 700 parts en pleine propriété, ci..... 700 parts,

Monsieur Rémi TOULIS,
à concurrence de 70 parts en pleine propriété, ci..... 70 parts,

Madame Christelle TOULIS,
à concurrence de 630 parts à titre de prêt de consommation, ci.....630 parts

5° Par délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés réunis le 1^{er} Janvier 2022 les associés ont décidé de procéder à la transformation de la société en Société par Actions Simplifiée, sans création d'un être moral nouveau.

6° Par suite d'une convention de résiliation de prêt de consommation de titres en date du 15 Avril 2022, le capital social est divisé en 1.400 actions de 10,00 Euros chacune, numérotées de 1 à 1.400 et réparties comme suit :

Monsieur François TOULIS,
à concurrence de 700 actions en pleine propriété, ci..... 700 actions,

Monsieur Rémi TOULIS,
à concurrence de 700 actions en pleine propriété, ci..... 700 actions,

STATUTS

ARTICLE 1 - FORME

Il existe entre les propriétaires des actions ci-après créées et de toutes celles qui le seraient ultérieurement, une **société par actions simplifiée** régie par les lois et règlements en vigueur, et par les présents statuts.

Elle fonctionne sous la même forme avec un ou plusieurs associés et ne peut faire appel public à l'épargne.

ARTICLE 2 - OBJET

Sous sa forme de Société par Actions simplifiée, la société continue à avoir pour objet en France et à l'étranger directement ou indirectement :

- La réalisation de prestations de logistique globale,
- La réalisation de prestations de services aux entreprises se situant à un stade ultérieur à tout cycle de production agricole,
- La réalisation de prestations d'organisation de transport pour le compte d'entreprises et de transports de marchandises,
- L'achat, la vente de tous produits et intrants nécessaires à la production agricole,
- Le négoce de tous produits, matériaux et équipements nécessaires à l'exercice de toutes activités professionnelles qu'elles soient commerciales, industrielles, artisanales ou agricoles.
- L'achat, la vente, la location - sans opérateur - de matériels et d'équipements professionnels ;
- La réalisation de prestations d'ingénierie, de vente et d'applications agrochimiques ;
- La réalisation de travaux d'épandage et de brassage de boues ;
- La collecte et le traitement de déchets (déchets verts, compost de boues...) ;
- La réalisation de prestations de travaux de préparation des sites de construction, de terrassement, de fondation, de canalisation, de démolition, de forage, pour le compte de particuliers ou de professionnels ;
- La réalisation de prestations de travaux d'assainissement, de travaux publics, de travaux agricoles ;
- La réalisation de travaux de rénovation et d'amélioration de bâtiments, d'installation, d'aménagement paysager ou des routes et chemins ;

- La réalisation de travaux de montage, d'installation et d'agencement de mobilier d'intérieur, en particulier la pose de cuisines et de portes de placard ;
- L'élevage de bovins ;
- La prise de participation dans le capital de sociétés civiles agricoles et de sociétés commerciales ;
- L'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités ;

La participation de la Société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités,

Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination sociale est :

SOCIETE DE TRAVAIL ENVIRONNEMENTAL ARIEGEOISE.

Son sigle est : "**SAS S.T.E.A.**".

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination sera précédée ou suivie immédiatement des mots écrits lisiblement "Société par actions simplifiée" ou des initiales "SAS" et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : **Lieudit Saint-Paul
09700 LE VERNET.**

Il peut être transféré en tout endroit par décision de la collectivité des associés ou par décision du Président qui est habilité à modifier les statuts en conséquence.

Toutefois, la décision du Président devra être ratifiée par la plus prochaine décision collective des associés.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société est fixée à **QUATRE VINGT DIX NEUF (99) années à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés de FOIX (Ariège) laquelle est intervenue le 2 Avril 2007**, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

La prorogation de la société est décidée par les associés aux termes d'une décision extraordinaire.

La durée de la société peut également être réduite à toute époque par décision de l'assemblée générale extraordinaire.

ARTICLE 6 - APPORTS

Lors de la constitution de la société sous sa forme de SARL, les associés ont effectué les apports, à titre pur et simple, suivants :

1° Lors de la constitution de la société, il a été effectué des apports en numéraire pour la somme de 4.000 Euros.	4.000 Euros
2° Par suite d'un apport-fusion approuvé par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 17 Décembre 2011, le capital social a été augmenté de 10.000 Euros	10.000 Euros
De plus, une somme de 318.495 Euros correspondant à la prime de fusion a également été apportée.	_____
Total égal au montant du capital social :	14.000 Euros

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de **QUATORZE MILLE EUROS** (14.000,00 Euros).

Il est divisé en **MILLE QUATRE CENT** (1.400) actions de **DIX EUROS** (10,00 Euros) chacune, de même catégorie, entièrement libérées.

ARTICLE 8 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

I - Le capital social peut être augmenté par tous moyens et selon toutes modalités, prévues par la loi.

Le capital social est augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou d'actions de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants.

Il peut également être augmenté par l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

La collectivité des associés est seule compétente pour décider, sur le rapport du président, une augmentation de capital immédiate ou à terme. Lorsque la collectivité des associés décide l'augmentation de capital, elle peut déléguer au président le pouvoir de fixer les modalités de l'émission des titres.

Les propriétaires d'actions existantes ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit préférentiel de souscription en cas d'émission d'actions de numéraire ou d'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances.

Toutefois, par dérogation expresse à l'article L. 228-11, alinéa 5 du Code de commerce, les actions de préférence sans droit de vote auxquelles est attaché un droit limité de participation aux dividendes, aux réserves ou au partage du patrimoine en cas de liquidation conserveront leur droit préférentiel de souscription.

Les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel et la collectivité des associés qui décide l'augmentation de capital peut décider, dans les conditions prévues par la loi, de supprimer ce droit préférentiel de souscription.

Si la collectivité des associés ou, en cas de délégation le président, le décide expressément, les titres de capital non souscrits à titre irréductible sont attribués aux associés qui auront souscrit un nombre de titres supérieur à celui auquel ils pouvaient souscrire à titre préférentiel, proportionnellement aux droits de souscription dont ils disposent et, en tout état de cause, dans la limite de leurs demandes.

Si l'augmentation du capital est réalisée par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, la collectivité des associés délibère aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les décisions ordinaires.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

II - La réduction du capital est autorisée ou décidée par la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires et ne peut en aucun cas porter atteinte à l'égalité des associés. Les associés peuvent déléguer au président, tous pouvoirs pour la réaliser.

III - La collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires peut également décider d'amortir tout ou partie du capital social et substituer aux actions de capital des actions de jouissance partiellement ou totalement amorties, le tout en application des articles L. 225-198 et suivants du Code de commerce.

ARTICLE 9 - LIBERATION DES ACTIONS

Lors de la constitution de la Société, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, de la moitié au moins de leur valeur nominale.

Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du président, dans le délai de cinq ans à compter de l'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés en ce qui concerne le capital initial, et dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance du ou des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à chaque associé.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne de plein droit intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

Conformément aux dispositions de l'article 1843-3 du Code civil, lorsqu'il n'a pas été procédé dans un délai légal aux appels de fonds pour réaliser la libération intégrale du capital, tout intéressé peut demander au Président du tribunal statuant en référé soit d'enjoindre sous astreinte aux dirigeants de procéder à ces appels de fonds, soit de désigner un mandataire chargé de procéder à cette formalité.

ARTICLE 10 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

Tout associé peut demander à la Société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

ARTICLE 11 - TRANSMISSION DES ACTIONS

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés.

En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Les actions demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres tenus à cet effet au siège social.

En cas de transmission des actions, le transfert de propriété résulte de l'inscription des titres au compte de l'acheteur à la date fixée par l'accord des parties et notifiée à la Société.

Les actions résultant d'apports en industrie sont attribuées à titre personnel. Elles sont inaliénables et intransmissibles.

Elles seront annulées en cas de décès de leur titulaire comme en cas de cessation par ledit titulaire de ses prestations à l'issue d'un délai de TROIS mois suivant mise en demeure, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, de poursuivre lesdites prestations dans les conditions prévues à la convention d'apport.

ARTICLE 12 - PREEMPTION

La cession des actions de la Société à un tiers ou au profit d'associés est soumise au respect du droit de préemption des associés défini ci-après :

L'associé cédant doit notifier son projet au président par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en indiquant les informations sur le cessionnaire (nom, adresse et nationalité ou, s'il s'agit d'une personne morale, dénomination, siège social, capital, numéro R.C.S., identité des associés et des dirigeants), le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix et les conditions de la cession projetée.

Dans un délai de QUINZE jours de ladite notification, le président notifiera ce projet aux autres associés, individuellement, par lettre recommandée avec accusé de réception, qui disposeront d'un délai de UN mois pour se porter acquéreurs des actions à céder, dans la proportion de leur participation au capital.

Chaque associé exerce son droit de préemption en notifiant au président le nombre d'actions qu'il souhaite acquérir, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. A l'expiration du délai de UN mois, le président devra faire connaître par lettre recommandée avec demande d'avis de réception les résultats de la préemption à l'associé cédant.

Si les droits de préemption sont supérieurs au nombre d'actions proposées à la vente, les actions concernées sont réparties par le président entre les associés qui ont notifié leur intention d'acquérir au prorata de leur participation au capital et dans la limite de leurs demandes.

Si les offres d'achat sont inférieures au nombre d'actions proposées à la vente, les droits de préemption seront réputés n'avoir jamais été exercés. Dans ce cas, et sous réserve de l'agrément ci-après prévu, l'associé cédant pourra librement céder ses actions au cessionnaire mentionné dans la notification.

Toutefois, l'associé cédant peut demander le bénéfice de l'exercice du droit de préemption à concurrence du nombre de titres pour lequel il aura été notifié par les autres associés et procéder à la cession du solde des actions qu'il envisageait de céder, conformément aux dispositions des statuts.

Lorsque tout ou partie des actions dont la cession est projetée n'aura pas été préemptée dans les conditions ci-dessus prévues, le cédant devra, si le cessionnaire est non associé, se soumettre à la procédure d'agrément exposé ci-après.

ARTICLE 13 - AGREMENT

La cession de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital à un tiers non associé, à un associé, à un ascendant, descendant ou conjoint, aux ayants droits d'un associé décédé est soumise à l'agrément préalable de la collectivité des associés.

Le cédant doit notifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception une demande d'agrément au président de la Société en indiquant les nom, prénoms et adresse du cessionnaire, le nombre des titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital dont la cession est envisagée et le prix offert. Cette demande d'agrément est transmise par le président aux associés.

L'agrément résulte d'une décision collective des associés statuant à la majorité des deux tiers des voix des associés disposant du droit de vote. La décision d'agrément ou de refus d'agrément n'a pas à être motivée. Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée. A défaut de notification dans les TROIS mois qui suivent la demande d'agrément, l'agrément est réputé acquis.

En cas d'agrément, l'associé cédant peut réaliser librement la cession aux conditions prévues dans la demande d'agrément. En cas de refus d'agrément, la Société est tenue, dans un délai de TROIS mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital, soit par un associé ou par un tiers, soit, avec le consentement du cédant, par la Société, en vue d'une réduction du capital.

A défaut d'accord entre les parties, le prix des titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital est déterminé par voie d'expertise, dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

Le cédant peut à tout moment aviser le président par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, qu'il renonce à la cession de ses titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital.

Si, à l'expiration du délai de TROIS mois, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant en la forme des référés, sans recours possible, l'associé cédant et le cessionnaire dûment appelés.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à toutes les cessions, que lesdites cessions interviennent par voie d'apport, de fusion, de partage consécutif à la liquidation d'une société associée, de transmission universelle de patrimoine d'une société ou par voie d'adjudication publique en vertu d'une décision de justice ou autrement.

Elles peuvent aussi s'appliquer à la cession des droits d'attribution en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, primes d'émission ou bénéfiques, ainsi qu'en cas de cession de droits de souscription à une augmentation de capital par voie d'apports en numéraire ou de renonciation individuelle au droit de souscription en faveur de personnes dénommées.

La présente clause d'agrément ne peut être supprimée ou modifiée qu'à l'unanimité des associés. Toute cession réalisée en violation de cette clause d'agrément est nulle.

ARTICLE 14 - LOCATION DES ACTIONS ET PRÊT D'ACTIONS

14.1 Location des actions

Les actions peuvent être données en location à une personne physique sous les conditions et limites prévues aux articles L. 239-1 à 239-5 du Code de commerce.

Le contrat de location est constaté par un acte sous seing privé soumis à la formalité de l'enregistrement ou par un acte authentique, et comportant les mentions prévues à l'article R. 239-1 du Code de commerce.

Pour être opposable à la Société, il doit lui être signifié par acte extrajudiciaire ou être accepté par son représentant légal dans un acte authentique.

Le locataire des actions doit être agréé dans les mêmes conditions que celles prévues ci-dessus pour le cessionnaire d'actions. Le défaut d'agrément du locataire interdit la location effective des actions.

La délivrance des actions louées est réalisée à la date de la mention de la location et du nom du locataire à côté du nom de l'associé dans le registre des titres nominatifs de la Société. A compter de cette date, la Société doit adresser au locataire les informations dues aux associés et prévoir sa participation et son vote aux assemblées.

Le droit de vote appartient au bailleur dans les assemblées statuant sur les modifications statutaires ou le changement de nationalité de la Société et au locataire dans les autres assemblées. Pour l'exercice des autres droits attachés aux actions louées, notamment le droit aux dividendes, le bailleur est considéré comme le nu-propriétaire et le locataire comme l'usufruitier.

A compter de la délivrance des actions louées au locataire, la Société doit lui adresser les informations dues aux associés et prévoir sa participation et son vote aux assemblées.

Conformément aux dispositions de l'article R. 225-68 du Code de commerce, le titulaire du droit de vote attaché aux actions nominatives louées depuis un mois au moins à la date de l'insertion de l'avis de convocation, doit, même s'il n'en a pas fait la demande, être convoqué à toute assemblée par lettre ordinaire.

Les actions louées doivent être évaluées, sur la base de critères tirés des comptes sociaux, en début et en fin de contrat, ainsi qu'à la fin de chaque exercice comptable lorsque le bailleur est une personne morale. L'évaluation est certifiée par un Commissaire aux Comptes.

Le bail est renouvelé dans les mêmes conditions que le bail initial. En cas de non-renouvellement du contrat de bail ou de résiliation, la partie la plus diligente fait procéder à la radiation de la mention portée dans le registre des titres nominatifs de la Société.

Les actions louées ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'une sous-location ou d'un prêt.

14.2 Prêt de consommation d'actions

Les présents statuts autorisent les prêts de consommation d'actions conformément aux dispositions des articles 1892 et suivants du Code Civil.

Le prêt de consommation d'actions entraînent transfert de propriété (article 1893 du Code Civil) et est donc assimilé à une cession d'actions notamment au regard de la clause d'agrément prévu ci-dessus.

L'emprunteur des actions dispose de tous les droits et prérogatives attachés à la possession desdites actions.

ARTICLE 15 - EXCLUSION D'UN ASSOCIE

L'exclusion d'un associé peut être prononcée dans les cas suivants :

- non-respect de tout ou partie des obligations mentionnées par le cahier des charges ou le règlement intérieur établi par les associés;
- dissolution, redressement ou liquidation judiciaires de l'associé ;
- exercice d'une activité concurrente à celle de la Société, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une société filiale ou apparentée ;
- violation d'une disposition statutaire ;
- condamnation pénale prononcée à l'encontre d'un associé ;
- Mécontentement entre associés ;
- Faits ou actes susceptibles de porter atteinte aux intérêts ou à l'image de la Société ;

La décision d'exclusion est prise par décision collective des associés statuant à la majorité des deux tiers ; l'associé dont l'exclusion est proposée participe au vote et ses actions sont prises en compte pour le calcul de cette majorité.

Les associés sont appelés à se prononcer à l'initiative du président de la Société.

La décision d'exclusion ne peut intervenir sans que les griefs invoqués à l'encontre de l'associé susceptible d'être exclu et la date de réunion des associés devant statuer sur l'exclusion lui aient été préalablement communiqués au moyen d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée QUINZE jours avant la date de la réunion de la collectivité des associés, et ce afin qu'il puisse présenter au cours d'une réunion préalable des associés ses observations, et faire valoir ses arguments en défense, lesquels doivent, en tout état de cause, être mentionnés dans la décision des associés.

La décision d'exclusion prend effet à compter de son prononcé ; elle est notifiée à l'associé exclu par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'initiative du président. En outre, cette décision doit également statuer sur le rachat des actions de l'associé exclu et désigner le ou les acquéreurs des actions ; étant observé que sauf décision de rachat des actions par la Société en vue de leur annulation, les associés autres que l'associé exclu bénéficieront d'un droit de rachat proportionnel à leur participation au capital et dans la limite de leurs demandes.

Il est expressément convenu que la cession sera valable sans qu'il y ait lieu d'appliquer les procédures statutaires prévues en cas de cession (agrément, préemption ...). La totalité des actions de l'associé exclu doit être cédée dans les 30 jours de la décision d'exclusion.

Le prix de cession des actions de l'exclu sera déterminé d'un commun accord ou, à défaut, à dire d'expert dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

Si la cession des actions de l'associé exclu ou le paiement du prix ne sont pas réalisés dans le délai prévu, la décision d'exclusion sera nulle et de nul effet.

A compter de la décision d'exclusion, les droits non pécuniaires de l'associé exclu seront suspendus.

Les dispositions du présent article s'appliquent dans les mêmes conditions à l'associé qui a acquis cette qualité à la suite d'une opération de fusion, de scission ou de dissolution.

La présente clause ne peut être annulée ou modifiée qu'à l'unanimité des associés.

ARTICLE 16 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Sauf convention contraire, toute action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente.

Les associés de la SAS S.T.E.A. peuvent convenir d'un aménagement de la répartition du résultat et d'une manière générale de tous droits, soit par disposition statutaire ou au moyen d'une convention conclue entre eux suivant décision d'une assemblée générale extraordinaire.

Le cas échéant, et pour parvenir à ce résultat, il est fait masse de toutes exonérations fiscales comme de toutes taxations pouvant être prises en charge par la Société et auxquelles les répartitions au profit des actions pourraient donner lieu.

Sauf dispositions contraires de l'acte d'apport, les droits attachés aux actions résultant d'apports en industrie sont égaux à ceux de l'associé ayant le moins apporté.

Chaque action donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les consultations collectives ou assemblées générales, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Sous réserve des dispositions légales et statutaires, aucune majorité ne peut leur imposer une augmentation de leurs engagements. Les droits et obligations attachés à l'action suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de la collectivité des associés.

Les créanciers, ayants droit ou autres représentants d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs sociales, ni en demander le partage ou la licitation ; ils doivent s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de la collectivité des associés.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres ou en conséquence d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autre opération sociale, les associés propriétaires de titres isolés, ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou droits nécessaires.

ARTICLE 17- INDIVISIBILITE DES ACTIONS

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les associés propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un seul d'entre eux, considéré comme seul propriétaire ou par un mandataire unique ; en cas de désaccord, le mandataire unique peut être désigné à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la Société dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis-à-vis de la Société, qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa notification à la Société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

Le droit de vote attaché aux actions démembrées appartient au nu-proprétaire pour toutes les décisions collectives, sauf pour celles concernant l'affectation des bénéfices où il appartient à l'usufruitier. Cependant, les associés concernés peuvent convenir de toute autre répartition du droit de vote aux consultations collectives.

La convention est notifiée par lettre recommandée à la Société, qui sera tenue d'appliquer cette convention pour toute consultation collective qui aurait lieu après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de cette lettre.

Toutefois, dans tous les cas, le nu-proprétaire a le droit de participer aux consultations collectives.

ARTICLE 18 - PRESIDENT DE LA SOCIETE

La société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associée ou non de la Société.

Désignation

Le premier Président de la Société est désigné aux termes des statuts.

Le Président est ensuite désigné par décision collective des associés prise à la majorité des voix.

La personne morale Président est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le mandat du Président est renouvelable sans limitation.

Le Président, personne physique, ou le représentant de la personne morale Président, peut être également lié à la Société par un contrat de travail à condition que ce contrat corresponde à un emploi effectif.

Durée des fonctions

Le Président est nommé sans limitation de durée.

Les fonctions de Président prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le Président peut démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis de SIX mois. Dans tous les cas, la démission du Président prendra effet à la date de clôture de l'exercice social au cours duquel la décision de démissionner a été notifiée aux associés.

Avec l'accord des associés pris à l'unanimité et sur juste motif, la date de prise d'effet de la démission, ou le délai de préavis pourront être réduits.

Le Président démissionnaire devra convoquer une assemblée générale ordinaire en vue de nommer son successeur, et ce, préalablement à la prise d'effet de sa démission.

La démission du Président n'est recevable que si elle est adressée à chacun des associés par lettre recommandée.

Le Président peut être révoqué à tout moment, sur juste motif, par décision de la collectivité des associés prise à l'initiative d'un ou plusieurs associés réunissant au moins deux tiers des droits de vote de la Société.

Cette révocation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

En outre, le Président est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Président personne physique,
- mise en redressement ou liquidation judiciaire, interdiction de gestion ou dissolution du Président personne morale,
- exclusion du Président associé.

Rémunération

Le Président peut recevoir une rémunération dont les modalités sont fixées par la décision de nomination. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle au bénéfice ou au chiffre d'affaires.

En outre, le Président est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justificatifs.

Pouvoirs du Président

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans les limites de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par la loi et les statuts à la collectivité des associés.

Les dispositions des présents statuts limitant les pouvoirs du Président sont inopposables aux tiers.

A titre de règlement intérieur non opposable aux tiers, le Président ne peut pas sans l'accord préalable de la collectivité des associés effectuer les opérations suivantes : contracter tout emprunt quel que soit son montant autres que les découverts en banque, tout achat, vente ou échange d'immeubles ou fonds de commerce, toute constitution d'hypothèque sur les immeubles sociaux, toute mise en gérance ou nantissement du fonds de commerce, apporter tout ou partie des biens sociaux à une société constituée ou à constituer.

La société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Le Président peut déléguer à toute personne de son choix certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes.

ARTICLE 19 - DIRECTEUR GENERAL

Désignation

Sur la proposition du Président, la collectivité des associés peut nommer à la majorité simple un Directeur Général, personne physique ou morale.

La personne morale Directeur Général est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Directeur Général, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Directeur Général en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Directeur Général personne physique peut être lié à la Société par un contrat de travail.

Durée des fonctions

La durée des fonctions du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination et ne peut excéder celle du mandat du Président.

Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président, le Directeur Général conserve ses fonctions jusqu'à la nomination du nouveau Président, sauf décision contraire des associés.

Les fonctions de Directeur Général prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le Directeur Général peut démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis de SIX mois. Dans tous les cas, la démission du Directeur Général prendra effet à la date de clôture de l'exercice social au cours duquel la décision de démissionner a été notifiée aux associés.

Avec l'accord des associés pris à l'unanimité et sur juste motif, la date de prise d'effet de la démission, ou le délai de préavis pourront être réduits lors de la consultation des associés qui aura à statuer sur le remplacement du Directeur Général démissionnaire.

Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment, sur juste motif, par décision de la collectivité des associés prise à l'initiative d'un ou plusieurs associés réunissant au moins deux tiers des droits de vote de la Société.

Cette révocation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

En outre, le Directeur Général est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Directeur Général personne physique,
- mise en redressement ou liquidation judiciaire, interdiction de gestion ou dissolution du Directeur Général personne morale,
- exclusion du Directeur Général associé.

Rémunération

Le Directeur Général peut recevoir une rémunération dont les modalités sont fixées dans la décision de nomination. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle au bénéfice ou au chiffre d'affaires.

En outre, le Directeur Général est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justificatifs.

Pouvoirs du Directeur Général

Le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs que le Président, sous réserve des limitations éventuellement fixées par la décision de nomination ou par une décision ultérieure.

Le Directeur Général dispose du pouvoir de représenter la Société à l'égard des tiers dans les conditions fixées par la décision de nomination.

ARTICLE 20 – OBLIGATION DE NON-CONCURRENCE

Pendant toute la durée de sa participation au capital de la Société, chaque associé est tenu par une obligation de loyauté vis à vis de ses coassociés et de la Société.

Les associés s'engagent à l'égard de la société, à ne pas lui faire concurrence ni à s'intéresser de quelque manière que ce soit à une activité qui soit similaire ou concurrente de celle de la SAS S.T.E.A. , et ce à quelque titre que ce soit, salarié, mandataire, associé, actionnaire, conseil, gérant ou administrateur, dirigeant, sans que cette énumération soit exhaustive, et ce, sur l'ensemble de la Région MIDI-PYRENEES.

Cette interdiction s'applique à chaque associé pendant toute la durée de sa participation au capital de la Société et pendant les 24 mois qui suivront la date de cessation de cette participation au capital.

L'associé enfreignant cette interdiction de concurrence s'expose à la mise en œuvre de la clause d'exclusion figurant à l'article 15 des statuts, sans préjudice du droit pour la Société d'agir en référé pour obtenir la cessation immédiate, sous astreinte, de l'activité la concurrençant illicitement.

La révocation de son mandat social ou la rupture du contrat de travail qui le lie à la Société, n'aura pas pour effet de délier l'associé de son obligation de non-concurrence.

ARTICLE 21 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS OU ASSOCIES

En application des dispositions de l'article L. 227-10 du Code de commerce, le Président ou, s'il en existe un, le Commissaire aux Comptes présente aux associés un rapport sur les conventions, intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à dix pour cent ou, s'il s'agit d'une société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 dudit code.

Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de l'exercice écoulé.

En application des dispositions de l'article L. 227-11 du Code de commerce, les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales qui, en raison de leur objet ou de leurs implications financières sont significatives pour les parties, sont communiquées au Commissaire aux Comptes, s'il en existe un. Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement, pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent dans les conditions déterminées par cet article, au Président et aux autres dirigeants de la Société.

ARTICLE 22 – COMPTES COURANTS D'ASSOCIES

Pour permettre à la société de faire face à des besoins de trésorerie, les associés, peuvent consentir à la société des avances ou des prêts, soit en versant des fonds dans la caisse sociale, soit en laissant à la disposition de la société des sommes auxquelles ils renoncent temporairement à percevoir (rémunérations, dividendes, etc...).

Dans ce cas, l'associé adjoint à cette qualité celle de créancier de la société au titre des sommes figurant à son compte courant.

Les conditions de remboursement des avances consenties en compte courant sont précisées dans une convention passée entre l'associé prêteur et la société.

A défaut de convention contraire, l'associé peut demander à tout moment le remboursement du solde créditeur de son compte courant sans que la société puisse lui opposer une compensation entre ce solde et des pertes sociales non constatées.

La société disposera d'un délai maximal de douze mois pour procéder au remboursement du compte courant. Si la trésorerie de la société ne lui permet pas de rembourser le compte courant pour sa totalité, l'associé prêteur et la société se concerteront pour fixer un délai supplémentaire de remboursement.

Aucune décision collective ne peut imposer le blocage des sommes déposées en compte courant, une telle décision entraînant une augmentation des engagements des associés, laquelle nécessite l'accord unanime des intéressés.

Cependant, cette validité de principe n'exclut pas que l'associé concerné puisse être tenu pour fautif lorsque sa demande de remboursement est faite abusivement.

La société ne peut pas opposer une situation financière difficile à la demande de remboursement. Elle peut néanmoins obtenir du juge des délais de paiement sur le fondement de l'article 1244-1 du code civil.

C'est celui qui a avancé les fonds de demander à la société le remboursement des sommes inscrites sur son compte courant.

ARTICLE 23 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Lorsque les conditions fixées par la Loi sont remplies la collectivité des associés statuant aux conditions des assemblées générales ordinaires désigne pour la durée, dans les conditions et la mission fixée par la Loi, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires est obligatoire et un ou plusieurs Commissaires aux Comptes suppléants.

Les Commissaires aux Comptes exercent leur mission de contrôle conformément à la loi.

Ils ont notamment pour mission permanente de vérifier les valeurs et les documents comptables de la Société, de contrôler la régularité et la sincérité des comptes sociaux et d'en rendre compte à la Société. Ils ne doivent en aucun cas s'immiscer dans la gestion de la Société.

Les Commissaires aux Comptes sont invités à participer à toute consultation de la collectivité des associés.

ARTICLE 24 - DECISIONS COLLECTIVES

La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- approbation des comptes annuels et affectation des résultats,
- approbation des conventions réglementées,
- nomination des Commissaires aux Comptes,
- augmentation, amortissement et réduction du capital social,
- transformation de la Société,
- fusion, scission ou apport partiel d'actif,
- dissolution et liquidation de la Société,
- agrément des cessions d'actions,
- inaliénabilité des actions,
- suspension des droits de vote et exclusion d'un associé ou cession forcée de ses actions,
- augmentation des engagements des associés,
- nomination, révocation et rémunération des dirigeants,
- nomination, révocation et rémunération du Président,
- modification des statuts, sauf transfert du siège social,
- autorisation des décisions du Président visées à l'article 20 des statuts.

Toutes autres décisions relèvent de la compétence du président.

ARTICLE 25 - FORME ET MODALITES DES DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives sont prises, au choix du président en assemblée générale ou résultent du consentement des associés exprimé dans un acte sous seing privé.

Elles peuvent également faire l'objet d'une consultation écrite et être prises par tous moyens de télécommunication électronique.

Toutefois, devront être prises en assemblée générale les décisions relatives à l'approbation des comptes annuels et à l'affectation des résultats, aux modifications du capital social, à des opérations de fusion, scission ou apport partiel d'actif, à l'exclusion d'un associé.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède.

Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au troisième jour précédant la décision collective à zéro heure, heure de Paris.

Il ne sera pas tenu compte d'un transfert de propriété de titres intervenant pendant ce délai de trois jours ouvrés.

ARTICLE 26 - CONSULTATION ECRITE

En cas de consultation écrite, le président adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de QUINZE jours à compter de la réception du projet de résolutions pour transmettre leur vote à l'auteur de la consultation par lettre recommandée.

Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

ARTICLE 27 - ASSEMBLEE GENERALE

Les assemblées générales sont convoquées, soit par le président, soit par un mandataire désigné par le Président du Tribunal de commerce statuant en référé à la demande d'un ou plusieurs associés réunissant cinq pour cent au moins du capital ou à la demande du comité d'entreprise en cas d'urgence, soit par le Commissaire aux Comptes, s'il en existe un.

Pendant la période de liquidation, l'Assemblée est convoquée par le liquidateur.

La convocation est effectuée par tous procédés de communication écrite QUINZE jours avant la date de la réunion et mentionne le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

Toutefois, l'Assemblée Générale se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai si tous les associés y consentent.

L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation. Un ou plusieurs associés représentant au moins 50 % du capital ont la faculté de requérir l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée de projets de résolutions par tous moyens de communication écrite. Ces demandes doivent être reçues au siège social TROIS jours au moins avant la date de la réunion.

L'Assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas à l'ordre du jour. Elle peut cependant, en toutes circonstances, révoquer le Président, un ou plusieurs dirigeants, et procéder à leur remplacement.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'Assemblée par un autre associé mais ils ne peuvent se faire représenter ni par le conjoint si ce dernier n'est pas associé, ni par un tiers non associé.

Chaque mandataire peut disposer d'un nombre illimité de mandats.

Les mandats peuvent être donnés par tous procédés de communication écrite, et notamment par télécopie.

En cas de vote à distance au moyen d'un formulaire de vote électronique ou d'un vote par procuration donné par signature électronique, celui-ci s'exerce dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, soit sous la forme d'une signature électronique sécurisée au sens du décret 2001-272 du 30 mars 2001, soit sous la forme d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle s'attache.

Une feuille de présence est émargée par les associés présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire. Elle est certifiée exacte par le bureau de l'Assemblée.

Les réunions des assemblées générales ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

L'Assemblée est présidée par le Président ou, en son absence par un associé désigné par l'Assemblée.

L'Assemblée désigne un secrétaire qui peut être pris en dehors de ses membres.

ARTICLE 28 - REGLES DE MAJORITE

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité de capital qu'elles représentent.

Chaque action donne droit à une voix.

Les décisions collectives entraînant modification des statuts, à l'exception de celles pour lesquelles l'unanimité est exigée par la loi, seront prises à la majorité des deux tiers des voix présentes ou représentées.

Les autres décisions seront prises à la majorité simple des voix présentes ou représentées.

ARTICLE 29 - PROCES-VERBAUX DES DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives prises en assemblée sont constatées par des procès-verbaux signés par le Président et le secrétaire et établis sur un registre spécial, ou sur des feuillets mobiles numérotés.

Les procès-verbaux doivent indiquer le lieu et la date de la consultation, l'identité des associés présents et représentés et celle de toute autre personne ayant assisté à tout ou partie des délibérations, les documents et informations communiqués préalablement aux associés, un exposé des débats ainsi que le texte des résolutions et pour chaque résolution le résultat du vote.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime des associés exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial ou les feuillets numérotés.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des décisions collectives sont valablement certifiés par le Président, ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

ARTICLE 30 - DROIT D'INFORMATION DES ASSOCIES

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit faire l'objet d'une information préalable comprenant l'ordre du jour, le texte des résolutions et tous documents et informations leur permettant de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Les rapports établis par le président doivent être communiqués aux frais de la Société aux associés QUINZE jours avant la date de la consultation, ainsi que les comptes annuels et, le cas échéant, les comptes consolidés du dernier exercice lors de la décision collective statuant sur ces comptes.

Les associés peuvent, à toute époque, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, des statuts à jour de la Société ainsi que, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, des rapports et documents soumis aux associés à l'occasion des décisions collectives.

ARTICLE 31 - EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1^{er} Janvier pour se terminer le 31 Décembre.

ARTICLE 32 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le président établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par la loi.

En application des dispositions de l'article L. 225-184 du Code de commerce, il établit un rapport spécial qui informe chaque année la collectivité des associés des opérations réalisées dans le cadre des options de souscription ou d'achat d'actions consenties par la Société à chacun des mandataires sociaux. Tous ces documents sont mis à la disposition du ou des Commissaires aux Comptes de la Société, s'il en existe, dans les conditions légales et réglementaires.

Dans les six mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice, les associés doivent statuer par décision collective sur les comptes annuels, au vu du rapport de gestion et, le cas échéant, du rapport du ou des Commissaires aux Comptes. Lorsque la Société établit des comptes consolidés, ceux-ci sont présentés, lors de cette décision collective, avec le rapport de gestion du groupe et le rapport des Commissaires aux Comptes.

ARTICLE 33 - AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice clos.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire. Sur ce bénéfice, la collectivité des associés peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Le bénéfice distribuable est réparti entre tous les associés, suivant une clé de répartition définie en assemblée générale ou définie par une convention passée, avant la date de clôture de l'exercice, laquelle répartition aura pour effet de conférer aux associés des droits dans les bénéfices sociaux différents de ceux qui résulteraient d'une répartition des bénéfices proportionnellement au nombre de parts sociales détenus par les associés.

Toutefois, dans le silence des statuts, ou d'une décision collective des associés ou encore d'une convention concernant la répartition des bénéfices sociaux, la répartition sera faite proportionnellement aux droits de chacun des associés dans le capital social.

Par dérogation à l'article 28 précité, la détermination ou la modification de la clé de répartition des dividendes sera fixée par l'assemblée générale des associés statuant à l'unanimité des voix. En présence d'une convention passée et portant sur la détermination ou la modification d'une clé de répartition, tous les associés devront être appelés à l'acte.

En outre, la collectivité des associés peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves disponibles, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Une majoration de dividende dans la limite de dix pour cent peut être attribuée à tout associé qui justifie, à la clôture de l'exercice, d'une inscription nominative depuis deux ans au moins et du maintien de celle-ci à la date de mise en paiement du dividende. Son taux est fixé par la collectivité des associés. La même majoration peut être attribuée, dans les mêmes conditions, en cas de distribution d'actions gratuites.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par la collectivité des associés, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

ARTICLE 34 - PAIEMENT DES DIVIDENDES - ACOMPTES

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par décision collective des associés ou, à défaut, par le Président.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué sur décision du président des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

La collectivité des associés statuant sur les comptes de l'exercice clos a la faculté d'accorder à chaque associé, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions.

L'offre de paiement du dividende en actions doit être faite simultanément à chaque associé. Le prix des actions ainsi émises, qui ne peut être inférieur au montant nominal, est fixé dans les conditions visées à l'article L. 232-19 du Code de commerce ; lorsque le montant des dividendes auquel il a droit ne correspond pas à un nombre entier d'actions, l'associé peut obtenir le nombre d'actions immédiatement supérieur en versant dans le délai d'un mois la différence en numéraire ou recevoir le nombre d'actions immédiatement inférieur complété d'une soulte en numéraire.

La demande de paiement du dividende en actions doit intervenir dans un délai fixé par la collectivité des associés, sans qu'il puisse être supérieur à trois mois à compter de la décision ; l'augmentation de capital de la Société est réalisée du seul fait de cette demande et ne donne pas lieu aux formalités prévues aux articles L. 225-142, L. 225-144 et L. 225-146 du Code de commerce.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des associés sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances.

Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes. Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

ARTICLE 35 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, consulter la collectivité des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision collective des associés doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si la collectivité des associés n'a pu délibérer valablement. Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 36 - TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ

La société peut se transformer en société d'une autre forme sur décision collective des associés aux conditions fixées par la loi.

La transformation en société en nom collectif nécessite l'accord de tous les associés. En ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigibles.

La transformation en société en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de chacun des associés qui acceptent de devenir commandités en raison de la responsabilité solidaire et indéfinie des dettes sociales.

La transformation en société à responsabilité limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.

La transformation qui entraînerait, soit l'augmentation des engagements des associés, soit la modification des clauses des présents statuts exigeant l'unanimité des associés devra faire l'objet d'une décision unanime de ceux-ci.

ARTICLE 37 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La société est dissoute dans les cas prévus par la loi et, sauf prorogation, à l'expiration du terme fixé par les statuts, ou à la suite d'une décision collective des associés prise dans les conditions fixées par les présents statuts.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par cette décision collective.

Le liquidateur représente la Société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et à répartir le solde disponible entre les associés.

La collectivité des associés peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Sauf délibération des associés prise à l'unanimité et ayant pour effet de décider d'une répartition du boni de liquidation non proportionnelle au nombre d'actions détenues par les associés, le produit net de la liquidation, après remboursement à chacun des associés du montant nominal et non amorti de leurs actions, est réparti entre les associés en proportion de leur participation dans le capital social. Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

Si un associé est débiteur de la société, le partage est réalisé en moins prenant à son égard.

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine de la Société à l'associé unique, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

ARTICLE 38 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation, soit entre la Société et les associés titulaires de ses actions, soit entre les associés titulaires d'actions eux-mêmes, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

ARTICLE 39 - CONFIDENTIALITE

Chacune des associés s'engage à considérer comme strictement confidentiels et à ne pas divulguer, céder ou transférer à un Tiers, tous documents et informations qu'il pourra acquérir ou auxquels il aura eu accès dans le cadre de ses relations avec la Société ou de ses responsabilités dans la Société et concernant, en particulier, l'activité, les produits, les clients, la stratégie, le développement, les accords commerciaux ou de partenariat et la situation financière ou comptable de la Société à moins que le Président de la Société n'ait donné préalablement son consentement exprès à cet égard,

Au cas où les associés seraient contraints légalement de dévoiler des informations et documents confidentiels qui leur ont été transmis par la société, ils en aviseront le Président dans les meilleurs délais.

Le ou les associés qui n'auraient pas respecté les obligations sus-visées s'exposeront à la mise en œuvre de la clause d'exclusion figurant à l'article 15 des statuts.

Article 40 - FISCALITE

Le changement de forme sociale décidé par les associés suivant délibérations du 1^{er} Janvier 2022 ne s'accompagne pas d'un changement réel d'activité et n'emporte pas création d'une personne morale nouvelle.

Par suite du changement de sa forme sociale, les résultats de la société demeurent imposés à l'Impôt sur les Sociétés.

En conséquence, le changement de forme sociale en date 1^{er} Janvier 2022 n'emporte pas les conséquences fiscales d'une cessation d'activité.

***Statuts adoptés
par l'Assemblée Générale Extraordinaire
du 15 Avril 2022***

 **CERTIFIÉ CONFORME
À L'ORIGINAL**

29

RT FT